

d) de verspreiding, in coördinatie met de centra voor hulpverlening inzake seksuele, huwelijks- en gezinsproblemen en voor voorlichting over geslachts-, huwelijks- en gezinsleven, van informatie over juridische, technische, morele en medische problemen die gesteld worden door het verantwoordelijk ouderschap en de contraceptie in het kader van de cursussen van biologie, sociale wetenschappen en moraal, die gegeven worden in de schoolinrichtingen;

e) de werking van de centra voor hulpverlening inzake seksuele, huwelijks- en gezinsproblemen en voor voorlichting over geslachts-, huwelijks- en gezinsleven;

f) de werking van de moedertehuizen en de wijze waarop de maatschappelijke herintegratie en de herinschakeling in het arbeidsproces er wordt uitgewerkt;

g) de door de geneesheren te geven informatie aan vrouwen die hun zwangerschap willen afbreken, over de onmiddellijke of toekomstige medische risico's waaraan ze zich blootstellen door de opzettelijke zwangerschapsafbreking; alsook over de manier waarop zij zich moeten vergewissen van de vaste wil van de vrouw haar zwangerschap opzettelijk te laten afbreken;

h) het verstrekken van informatie aan de vrouwen over de contraceptiva door de geneesheren die zwangerschapsafbreking verrichten of door andere gerechtigde personen van de verzorgingsinstellingen;

i) de opleiding van de huwelijksconsulenten.

§ 4. De commissie is eveneens ermee belast al de suggesties te maken betreffende de te treffen maatregelen met het oog op het bevorderen van :

a) het verantwoordelijk ouderschap, de seksuele en affectieve opleiding en de opleiding met betrekking op het gezin, inzonderheid door informaties over al de aspecten ervan, in 't bijzonder in het kader van de moedertehuizen;

b) het onthaal van de vrouwen en van de echtparen in moeilijkheid t.o.v. een niet voorzien zwangerschap, inzonderheid door een betere informatie over de bestaande hulpverleningen en door het bevorderen van de acties ten voordele van de economische en maatschappelijke herintegratie van de moeders;

c) het ontwerpen van een dynamisch beleid om de vrouwen en de echtparen, die beslissen één of meer kinderen ter wereld te brengen en die de kinderopvang bevorderen, te begeleiden;

d) de kwaliteit van de opvang van het kind dat geboren zal worden.

In dat opzicht stelt de commissie voor regelmatig campagnes via de audio-visuele media te organiseren met het oog op informatieverstrekking, sensibilisatie en het verwekken van verantwoordelijkheidsgevoel ten opzichte van het leven en de procreatie.

§ 5. De commissie zendt jaarlijks een activiteitenverslag aan de Raad van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De artikelen 14, 15 en 16 van het decreet van 22 december 1983 tot organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor hulp inzake seksuele, huwelijks- en gezinsproblemen en voor voorlichting over geslachts-, huwelijks- en gezinsleven worden opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 april 1991.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 2574

19 JUILLET 1991. — Décret portant certaines dispositions urgentes en matière d'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions relatives à l'enseignement de promotion sociale

Article 1er. A l'article 111, du décret du 16 avril 1991, organisant l'enseignement de promotion sociale, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, le mot « barémique » est remplacé par le mot « pécuniaire »;

2° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Sont pris en considération tous les services admissibles en vertu des dispositions réglementaires applicables aux membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale et aux membres du personnel de l'enseignement de plein exercice »;

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — Nos 213, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; n° 3 & 4 : Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 10 et 11 juillet 1991. — Adoption. Séance du 11 juillet 1991.

3° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est complété par les mots suivants :
 « soit exclusivement dans l'enseignement de promotion sociale, soit dans l'enseignement de promotion sociale et dans l'enseignement de plein exercice ou l'enseignement secondaire à horaire réduit » ;

4° le paragraphe 3 est complété par les alinéas suivants :
 « Ces fonctions ne sont pas considérées comme accessoires au sens de l'article 5 de l'arrêté du 15 avril 1958, portant statut pécuniaire du personnel enseignant, spécifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.
 La valeur relative d'une fonction s'exprime par une fraction dont le numérateur est la valeur des prestations exprimées en heures hebdomadaires annuelles et dont le dénominateur est le nombre d'heures de prestations requis pour la fonction à prestations complètes. »

Art. 2. L'article 120, du même décret, est complété comme suit :
 « Sans attendre l'organisation du service d'inspection, l'Exécutif est autorisé à nommer, à titre définitif dans les emplois qu'il crée dans la fonction principale d'inspecteur chargé de la surveillance des établissements de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française et de missions dans les limites des dispositions de la loi du 29 mai 1958 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les membres du personnel qui, à la date du 1^{er} juillet 1991, exercent en fonction principale des prestations en qualité de chargés de mission d'inspection des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française. »

CHAPITRE II. — Disposition relative à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 3. L'article 12, § 2^{quater}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, y inséré par le décret du 12 juillet 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2^{quater}. Les étudiants dont le minerval visé au paragraphe 2, n'a pas été payé au plus tard le 1^{er} décembre de l'année académique en cours, n'entrent pas en ligne de compte pour le financement. »

CHAPITRE III. — Du personnel enseignant des établissements d'enseignement subventionné supérieur de type court

Art. 4. Un article 17^{bis} rédigé comme suit est inséré dans la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur :

« Article 17^{bis}. § 1^{er}. Les membres du personnel enseignant autres que les professeurs de cours généraux en fonction dans les établissements d'enseignement subventionné supérieur de type court peuvent faire l'objet d'une nomination définitive ou obtenir l'agrément de la nomination définitive là où l'agrément existe s'ils satisfont à l'une des conditions suivantes :

a) être en possession des titres et de l'expérience constituée par le temps passé dans un métier ou une profession de la spécialité du cours à enseigner fixés par l'arrêté royal du 22 avril 1969 ou par l'arrêté royal du 25 octobre 1971, tout en répondant aux exigences d'expérience utile fixées par le § 7 de l'article 10 de la présente loi; cette expérience utile est calculée en valeur absolue.

Pour l'enseignement des cours techniques (autres spécialités), un titre du niveau supérieur du premier ou du second degré est pris en considération même si la formation existe dans une université ou un établissement y assimilé.

Pour l'enseignement de la pratique professionnelle (autres spécialités), le diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs, le diplôme de l'enseignement artistique secondaire supérieur, le brevet d'école ou de cours professionnels secondaires supérieurs peuvent être pris en considération même si la formation existe dans une école ou cours techniques supérieurs du premier degré ou dans l'enseignement artistique supérieur du premier degré;

b) avoir obtenu pour la fonction visée au cours de six années académiques dont les trois dernières consécutives, une désignation par dérogation aux conditions de titre requis sur base de l'article 17, § 4, de la présente loi.

§ 2. La disposition prévue au § 1^{er} est applicable aux membres du personnel en fonction au cours des années académiques 1990-1991 et 1991-1992.

§ 3. Tout membre du personnel dont la nomination a été reconnue ou agréée, là où l'agrément existe, avant le 30 juin 1991 continue à bénéficier de cette reconnaissance ou de cette agrément. »

CHAPITRE IV. — De la structure générale et de l'organisation de l'enseignement secondaire

Art. 5. L'article 10, § 2, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'Exécutif peut détacher un ou plusieurs membres du personnel directeur et enseignant des écoles libres, d'une part, et des écoles provinciales et communales, d'autre part, en vue d'assurer l'évaluation permanente de l'application de la présente loi dans les établissements relevant respectivement de chacun de ces réseaux d'enseignement.

Ces membres sont désignés sur proposition des pouvoirs organisateurs de chacun de ces réseaux d'enseignement.

Leur nombre ne peut excéder, dans chaque réseau, celui des membres du personnel chargés d'une mission analogue dans l'enseignement secondaire de la Communauté française.

Ils sont mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement. »

CHAPITRE V. — Dispositions relatives aux institutions universitaires

Art. 6. Le deuxième alinéa de l'article 39 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant du droit d'inscription à une année d'études ne peut être inférieur à vingt et un mille francs; toutefois, ce montant est ramené à deux mille francs s'il s'agit d'un étudiant boursier. En outre, il peut être diminué pour l'inscription, en vue de l'obtention du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur. »

Art. 7. L'Exécutif est autorisé à transférer à la Région wallonne, à la province ou à la ville de Liège, la propriété de l'assiette de tout ou partie des réseaux routiers, d'égouttage ou de canalisation diverses, du domaine de l'Université de Liège au Sart-Tilman, dont la Région wallonne, la province ou la ville de Liège accepte d'assumer la gestion, l'entretien et l'aménagement.

CHAPITRE VI. — *De la collation des grades académiques*

Art. 8. L'article 40 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, modifié par la loi du 21 mars 1964, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 40. § 1^{er}. En vue de la collation des grades académiques, à l'exception des grades de docteur en philosophie et lettres, de docteur en droit, de docteur en sciences et d'agrégé de l'enseignement supérieur, il est institué des jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française.

L'Exécutif règle l'organisation et le fonctionnement des ces jurys; il en nomme le président et les membres, il fixe le montant des droits d'inscription et d'examen.

§ 2. En vue de l'obtention des grades académiques mentionnés au § 1^{er} ci-dessus, le récipiendaire choisit le programme des cours, travaux et exercices d'une des universités ou d'un des établissements assimilés, visés à l'article 37. Il est constitué autant de jurys, qu'il y a d'universités et d'établissements assimilés dont les récipiendaires ont choisi le programme. Le président et les membres des jurys appartiennent au personnel enseignant de l'université ou de l'établissement assimilé dont le récipiendaire a choisi le programme. »

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives à la loi du 11 juillet 1973, modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial*

Art. 9. L'article 22 de la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22. Par mesure transitoire, l'Exécutif arrête les règles à suivre concernant la mise en disponibilité par défaut d'emploi et la réaffectation des membres du personnel subsidiés de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur subventionné, ainsi que l'octroi d'une subvention-traitement d'attente aux membres du personnel qui n'ont pu être réaffectés. »

Art. 10. Les dispositions de l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 instituant des commissions régionales de réaffectation des membres du personnel de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire subventionné restent d'application aussi longtemps qu'elles n'auront pas été modifiées ou abrogées par l'Exécutif.

Art. 11. L'article 22bis de la loi du 11 juillet 1973 précitée, inséré par le décret du 31 mai 1989 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22bis. Par mesure transitoire, l'Exécutif peut, pour les membres du personnel subventionné qui, sans posséder les titres requis sont toutefois porteurs d'autres titres de capacité qu'il juge suffisants, déterminer les modalités de fixation des subventions-traitements. »

Art. 12. L'article 26, 4^o, de la loi du 11 juillet 1973 précitée est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o la présente loi produit ses effets à la date de sa publication sauf en ce qui concerne le nouvel article 12bis, § 2, dont la date d'entrée en vigueur sera fixée par l'Exécutif. »

CHAPITRE VIII. — *Dispositions relatives à l'enseignement spécial*

Art. 13. L'article 4 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial, modifiée par la loi du 11 mars 1986 et par le décret du 28 janvier 1991 est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois l'Exécutif peut, sur avis conforme de la Commission consultative de l'enseignement spécial, conserver le bénéfice de la présente loi à un élève âgé de plus de vingt et un ans ou l'admettre au bénéfice de celle-ci pour la première fois. »

Art. 14. Dans l'article 14 de l'arrêté royal n° 65 du 20 juillet 1982 fixant la façon de déterminer les fonctions du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement spécial, les mots « spécial (spéciaux) » sont supprimés entre les mots « un ou plusieurs maîtres » et « d'enseignement individualisé ».

Art. 15. Dans l'article 20 de l'arrêté royal n° 65 précité, le mot « spécial » est supprimé entre les mots « maître » et « d'activités éducatives ».

Art. 16. § 1^{er}. L'article 27 de l'arrêté royal n° 65 précité est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois ces emplois ne seront créés définitivement que si la norme de création est atteinte pendant deux années scolaires consécutives. »

§ 2. L'article 28 de l'arrêté royal n° 65 précité est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois ces emplois ne seront créés définitivement que si la norme de création est atteinte pendant deux années scolaires consécutives. »

§ 3. Un article 28bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal n° 65 précité.

« Article 28bis. 1^o Un emploi de chef d'atelier peut être maintenu chaque fois que les prestations totales de pratique professionnelle atteignent au moins 180 périodes.

Les emplois suivants peuvent être maintenus pour autant que le nombre de charges de pratique professionnelle à prestations complètes ne soit pas inférieur aux minima suivants :

deux emplois : douze charges — soit 360 périodes de pratique professionnelle;

trois emplois : dix-huit charges — 540 périodes de pratique professionnelle;

quatre emplois : vingt-cinq charges — soit 750 périodes de pratique professionnelle;

cinq emplois : trente-deux charges — soit 960 périodes de pratique professionnelle;

six emplois : trente-neuf charges — soit 1 170 périodes de pratique professionnelle.

Si ces minima ne sont pas atteints pendant deux années scolaires consécutives, les emplois sont supprimés au 30 septembre de l'année scolaire qui suit la deuxième année de sursis.

2^o Les emplois de chef de travaux d'atelier, étant liés au troisième emploi du chef d'atelier, sont maintenus ou supprimés dans les mêmes conditions. »

Art. 17. Le point c de l'article 2 de l'arrêté royal n° 67 du 20 juillet 1982 fixant la façon de déterminer les fonctions du personnel paramédical dans les établissements d'enseignement spécial à l'exception des internats ou semi-internats est complété par les mots suivants : « sauf dérogation accordée par l'Exécutif, selon les modalités et les critères qu'il fixe ».

Art. 18. Un article 13 bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les Instituts d'enseignement spécial de l'Etat, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de leur internat :

* Article 13 bis. Dans les limites du capital périodes et dans le respect des dispositions législatives, décrétales ou réglementaires, la fonction d'assistant social peut être créée dans la catégorie du personnel social. *

CHAPITRE IX. — *Disposition finale*

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1991 à l'exception de l'article 14 qui produit ses effets le 1^{er} septembre 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 2574

[S — 29494]

19 JULI 1991. — Decreet houdende dringende maatregelen inzake onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie*

Artikel 1. In artikel 111 van het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie worden de onderstaande wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 2e lid, wordt "weddeschaal" vervangen door het woord "geldelijke";

2° in § 2 wordt het 2e lid aangevuld als volgt :

"Komen in aanmerking al de diensten die krachtens de reglementsbepalingen voor het personeel van het onderwijs voor sociale promotie en het personeel van het onderwijs met volledig leerplan in aanmerking worden genomen";

3° in § 3 wordt het 2e lid aangevuld als volgt :

"of uitsluitend in het onderwijs voor sociale promotie, of in het onderwijs voor sociale promotie en het onderwijs met volledig leerplan of het secundair onderwijs met beperkt leerplan";

4° § 3 wordt aangevuld als volgt :

"Deze ambten worden niet beschouwd als bijbetrekkingen zoals bedoeld in artikel 5 van het besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het ministerie van Openbaar Onderwijs.

De betrekkelijke waarde van een ambt wordt uitgedrukt door een breuk waarvan de teller de waarde aangeeft van de prestaties, in wekelijkse lesuren over het jaar, en de noemer het aantal uren prestaties vereist voor het ambt met volledige prestaties."

Art. 2. Artikel 120 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"Zonder te wachten op de organisatie van de inspectiedienst mag de Executieve een vaste benoeming verlenen in de betrekkingen die ze opricht in het hoofdambt van inspecteur belast met het toezicht over de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie en met opdrachten in het kader

(1) *Zitting 1990-1991.*

Documenten van de Raad. — Nr. 213, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nrs. 3 en 4 : Amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking. Vergaderingen van 10 en 11 juli 1991; Aanneming. Vergadering van 11 juli 1991.

van de bepalingen van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, aan de personeelsleden die op 1 juli 1991 als hoofdamt prestaties verstreken ingevolge een inspectieopdracht in de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap."

HOOFDSTUK II. — Bepaling betreffende de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 3. Artikel 12, § 2^{quater}, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, ingevoegd bij decreet van 12 juli 1990, wordt vervangen door onderstaande bepaling :

"§ 2^{quater}. De studenten van wie het schoolgeld bedoeld in § 2 niet betaald werd uiterlijk op 1 december van het lopende academiejaar, komen voor financiering niet in aanmerking."

HOOFDSTUK III. — Onderwijzend personeel van de inrichtingen voor gesubsidieerd hoger onderwijs van het korte type

Art. 4. Een artikel 17^{bis}, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs :

"Artikel 17^{bis}. § 1. De leden van het onderwijzend personeel buiten de leraars algemene vakken, fungerend in de inrichtingen voor gesubsidieerd hoger onderwijs van het korte type, kunnen vast benoemd worden of de erkenning van hun vaste benoeming bekomen, waar de erkenning bestaat, als zij aan één van de volgende voorwaarden voldoen :

a) in het bezit zijn van de bekwaamheidsbewijzen en van de vereiste ervaring bestaande in de tijd doorgebracht in een ambacht of beroep van de specialiteit van het te onderwijzen vak, bepaald bij koninklijk besluit van 22 april 1969 of bij koninklijk besluit van 25 oktober 1971, en tevens voldoen aan de vereisten inzake nuttige ervaring, gesteld bij art. § 7 van artikel 10 van deze wet; die nuttige ervaring wordt in absolute waarde berekend.

Voor het onderwijs van de technische vakken (andere specialiteiten) komt een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de 1e of de 2e graad in aanmerking, zelfs als de opleiding in een universiteit of gelijkgestelde instelling bestaat.

Voor het onderwijs van de beroepspraktijk (andere specialiteiten) komen het diploma van een hoger secundaire technische school of leergang, het diploma van hoger secundair kunstonderwijs, het brevet van een hogere secundaire beroepsschool of leergang in aanmerking, zelfs als de opleiding in een hogere technische school of leergang van de 1e graad of in het hoger kunstonderwijs van de 1e graad bestaat;

b) voor het bedoelde ambt in de loop van 6 academiejaren, waarvan 3 zonder onderbreking, een afwijking bekomen hebben van de diplomaverensten gesteld bij artikel 17, § 4, van deze wet.

§ 2. De bepaling van § 1 is toepasselijk op de personeelsleden in dienst tijdens de academiejaren 1990-1991 en 1991-1992.

§ 3. Elk personeelslid wiens benoeming vóór 30 juni 1991 erkend is, waar de erkenning bestaat, blijft het voordeel van die erkenning genieten.

HOOFDSTUK IV. — Algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs

Art. 5. Artikel 10, § 2, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs wordt door onderstaande bepaling vervangen :

"§ 2. De Executieve kan één of meer leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de vrije scholen enerzijds, van de provincie- en gemeentescholen anderzijds detacheren met het oog op de doorlopende evaluatie van de toepassing van deze wet in de inrichtingen die tot hun respectieve netten behoren.

Zij worden aangewezen op de voordracht van de inrichtende machten van die respectieve netten.

In elk net mag hun aantal niet groter zijn dan dat van de personeelsleden die met zulk een opdracht belast zijn in het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Zij krijgen verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs."

HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende de universitaire instellingen

Art. 6. Het 2e lid van artikel 39 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt door onderstaande bepaling vervangen :

"Het bedrag van het inschrijvingsgeld voor een studiejaar mag niet minder dan 21 000 frank bedragen; dit bedrag wordt verminderd tot 2 000 frank voor een beursstudent. Bovendien kan het verminderd worden voor de inschrijving met het oog op het bekomen van het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs."

Art. 7. De Executieve mag aan het Waals Gewest, aan de provincie of de stad Luik de eigendom afstaan over de bedding van het geheel of een gedeelte van de wegnetten, rioleringen of allerhande leidingen in het domein van de Universiteit Luik op Sart Tilman, waarvan het Gewest, de provincie of de stad het beheer, het onderhoud en de aanpassing aanvaardt.

HOOFDSTUK VI. — *Het toekennen van de academische graden*

Art. 8. Artikel 40 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1964, wordt door onderstaande bepalingen vervangen :

"Artikel 40. § 1. Met het oog op het toekennen van de academische graden, behalve die van doctor in de letteren en wijsbegeerte, de rechten of de wetenschappen en van geaggregeerde voor het hoger onderwijs, worden examencommissies voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap ingesteld.

De Executieve regelt de organisatie en de werking van die examencommissies, benoemt de voorzitter en de leden ervan en bepaalt het inschrijvings- en examengeld.

§ 2. Met het oog op het bekomen van de in § 1 vermelde academische graden kiest de examinandus het programma van de colleges, werken en oefeningen van een van de in artikel 37 bedoelde universiteiten of gelijkgestelde instellingen. Er worden zoveel examencommissies ingesteld als er universiteiten en gelijkgestelde instellingen bestaan waarvan de examinandi het programma gekozen hebben. De voorzitter en de leden van de examencommissies behoren tot het onderwijzend personeel van de universiteit of gelijkgestelde instelling waarvan de examinandus het programma gekozen heeft."

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de wet van 11 juli 1973 tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, buitengewoon en kunstonderwijs*

Art. 9. Artikel 22 van de wet van 11 juli 1973 tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, buitengewoon en kunstonderwijs, wordt door onderstaande bepaling vervangen :

"Artikel 22. Bij overgangsmaatregel bepaalt de Executieve de regels voor de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de reffectatie van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd kleuter-, lager, secundair en hoger onderwijs en voor de toekenning van een wachtweddetoelage aan de personeelsleden die niet gereffecteerd konden worden."

Art. 10. De bepalingen van het koninklijk besluit van 27 juli 1976 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs, en van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 februari 1990 tot instelling van gewestelijke reffectatiecommissies voor voor de personeelsleden van het gesubsidieerd kleuter- en lager onderwijs, blijven toepasselijk zolang de Executieve ze niet gewijzigd of opgeheven heeft.

Art. 11. Artikel 22bis van voormelde wet van 11 juli 1973, ingevoegd bij het decreet van 31 mei 1989 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, wordt door onderstaande bepaling vervangen :

"Artikel 22bis. Bij overgangsmaatregel kan de Executieve voor de leden van het gesubsidieerd personeel die niet in het bezit zijn van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, maar wel van andere bekwaamheidsbewijzen die ze voldoende acht, de wijze van vaststelling van de weddetoelagen bepalen."

Art. 12. Artikel 26, 4°, van voormelde wet van 11 juli 1973 wordt door onderstaande bepaling vervangen :

"Deze wet heeft uitwerking vanaf de datum van de bekendmaking ervan, behalve voor het nieuw artikel 12bis, § 2, waarvan de datum van inwerkingtreding door de Executieve bepaald zal worden."

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen betreffende het buitengewoon onderwijs*

Art. 13. Artikel 4 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij de wet van 11 maart 1986 en bij decreet van 28 januari 1991, wordt met volgend lid aangevuld :

"De Executieve kan echter, op eensluidend advies van de adviescommissie voor het buitengewoon onderwijs, het voordeel van deze wet blijven toekennen aan een leerling van meer dan 21 jaar of hem voor het eerst dat voordeel laten genieten."

Art. 14. In artikel 14 van het koninklijk besluit nr. 65 van 20 juli 1982 houdende de wijze van bepaling van de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het buitengewoon onderwijs vervalt het woord "bijzondere" tussen "één of meer" en "leermeester(s) individueel onderwijs".

Art. 15. In artikel 20 van voormeld koninklijk besluit nr. 65 vervalt het woord "bijzonders" vóór "leermeester voor opvoedende activiteiten".

Art. 16. § 1. Artikel 27 van voormeld koninklijk besluit nr. 65 wordt aangevuld met volgend lid :
"Die betrekkingen worden echter pas definitief opgericht als de oprichtingsnorm gedurende twee opeenvolgende schooljaren gehaald wordt."

§ 2. Artikel 28 van voormeld koninklijk besluit nr. 65 wordt met volgend lid aangevuld :

"Die betrekkingen worden echter pas definitief opgericht als de oprichtingsnorm gedurende 2 opeenvolgende schooljaren gehaald wordt."

§ 3. Een artikel 28bis, luidend als volgt, wordt in voormeld koninklijk besluit nr. 65 ingevoegd :

"Artikel 28bis. 1° Eén betrekking van werkmeester kan in stand gehouden worden telkens als de prestaties beroepspraktijk in totaal ten minste 180 lestijden bereiken.

Mits het aantal opdrachten beroepspraktijk met volledige prestaties niet lager is dan de hieronder vermelde minima, mogen de volgende betrekkingen in stand gehouden worden :

- 2 betrekkingen : 12 opdrachten - 360 lestijden beroepspraktijk;
- 3 betrekkingen : 18 opdrachten - 540 lestijden beroepspraktijk;
- 4 betrekkingen : 25 opdrachten - 750 lestijden beroepspraktijk;
- 5 betrekkingen : 32 opdrachten - 960 lestijden beroepspraktijk;
- 6 betrekkingen : 39 opdrachten - 1 170 lestijden beroepspraktijk.

Als die minima niet gedurende 2 opeenvolgende schooljaren bereikt worden, vervallen de betrekkingen op de 30e september van het schooljaar volgend op het 2e jaar uitstel.

2° De betrekkingen van werkplaatsleider gekoppeld aan de 3e betrekking van werkmeester worden evenzo in stand gehouden of afgeschafte."

Art. 17. Artikel 2, c van het koninklijk besluit nr. 67 d.d. 20 juli 1982 houdende de wijze van vaststelling van de ambten van het paramedisch personeel in de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs, met uitzondering van de internaten of semi-internaten, wordt aangevuld met volgende woorden "behoudens afwijking verleend door de Executieve op de wijze en volgens de criteria die ze vaststelt".

Art. 18. Een artikel 13bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 houdende de wijze van vaststelling, voor de rijksinstituten voor buitengewoon onderwijs, van de ambten van het paramedisch personeel en van het personeel toegekend in het kader van het internaat :

"Artikel 13bis. Binnen de perken van het lestijdenpakket en met inachtneming van de wettelijke, decretale en reglementsbevestigingen, kan het ambt van maatschappelijk assistent opgericht worden in de categorie maatschappelijk personeel."

Art. 19. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1991, behalve artikel 14 dat uitwerking heeft vanaf 1 september 1990.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met Cultuur en Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

F. 91 — 2575

19 JUILLET 1991. — Décret relatif à la carrière des chercheurs scientifiques (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1er. Sont soumis aux dispositions du présent décret :

- 1° les différents services administratifs ou scientifiques de la Communauté française;
- 2° les institutions universitaires suivantes : l'Université de Liège, l'Université de Mons-Hainaut, l'Université libre de Bruxelles, l'Université Catholique de Louvain, la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux, les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles, la Faculté polytechnique de Mons et la Faculté universitaire catholique de Mons;
- 3° le patrimoine des institutions universitaires de la Communauté française et du musée de Mariemont;

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — N° 208 — N° 1. — Projet de décret. N° 2. — Rapport. N° 3. — Amendements.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 juillet 1991.